

## "Partenaires, à vous la parole !", entretien avec Sébastien Keiff.



Dans le cadre de la Campagne Infolab, la FING propose une série de portraits de ses partenaires, oeuvrant pour le développement d'une culture et d'une médiation à la donnée. Ils sauront inspirer, par leurs visions stratégiques, de futurs champs d'action de l'Infolab. Nous avons choisi d'ouvrir ces entretiens avec Sébastien Keiff, chargé de mission Agenda 21 au Conseil Général de la Gironde (33).

**FING :** Pour toi, qu'est-ce qu'une donnée et que représente t-elle ?

**S.K :** Au départ, je n'étais pas investi au sein du projet d'Open Data au département. Pourtant, j'ai une formation d'économiste qui aurait pu m'attirer vers ce sujet bien plus rapidement. J'ai toujours, tout au long de ma carrière professionnelle, été amené à manier de la statistique à différentes échelles. De près ou de loin, lorsque nous conduisons une démarche de développement durable, parce que c'est vraiment mon coeur de métier, nous avons une phase assez importante d'observation du territoire.

Cette observation, elle se fait en général avec deux clés d'entrée. La première clé est dite « quantitative ». Il nous faut de la donnée et de la statistique pour pouvoir exposer les phénomènes en présence sur le territoire au regard du développement durable. Il y a une autre dimension, beaucoup plus « qualitative », qui est de l'ordre du rapprochement et du dialogue avec les citoyens. Par exemple, s'il y a 4% de chômage sur un territoire, je peux conclure qu'il n'y a aucun problème d'emploi sauf qu'en réalité, il n'y a plus non plus d'actif ! On peut donc discuter avec les citoyens, leur présenter une situation et leur demander "mais est-ce que vous le ressentez de la même manière sur le territoire ?" De fait, on découvre des perceptions, ni plus justes ni plus fausses que la statistique en elle-même, et ça rend toute la donnée plus objective. La donnée pour nous, c'est donc une ressource qui nous permet d'alimenter une certaine vision en présence sur un territoire.

**FING :** Pourquoi est-ce important pour toi de travailler avec des données ?

**S.K :** Je suis au département depuis maintenant 5 ans, et lorsque j'ai rencontré mon collègue Pascal Romain (chef de projet sur l'Open Data), nous nous sommes croisés assez rapidement autour de l'idée d'une transition sociétale vers un monde plus durable. Nous nous sommes rendu compte que nous avons besoin de données et besoin d'un dialogue avec les citoyens pour travailler ensemble. L'Open Data a alors pris tout son sens pour moi, non pas comme finalité, mais comme outil et ressource au service d'un projet territorial de développement durable.

**FING :** Quelles sont les données que vous utilisez dans le cadre de l'Agenda 21 ? Quelle place occupent-elles dans votre organisation ? Êtes-vous producteur, réutilisateur, médiateur de données ?

**S.K :** J'identifie les indicateurs nécessaires à l'observation stratégique et pertinente des dynamiques territoriales. Qu'elle est la dynamique associative ? Comment se noue le lien social ? Comment se fait l'épanouissement des êtres humains ?

Quelles sont les vulnérabilités du territoire face aux aléas climatiques? Pour tout cela, j'ai des presentiments à l'échelle du territoire, mais quelles sont les données qui vont me permettre de les justifier ? Je m'appuie principalement sur des données extérieures que peuvent récupérer des acteurs constitués, qu'ils soient des collectivités, des observatoires, des corps de l'état, ou des associations. Je construis une sorte de légitimité dans l'observation et me demande ensuite ce que ces données disent de mon territoire. Je suis alors apte à mesurer ma stratégie ou mes dynamiques locales.

Il y a une autre dimension dans notre production de données, sur des dynamiques particulières en Gironde. Par exemple, nous géo-référençons toutes les initiatives liées au développement durable. Pour tout cela, nous avons eu besoin de produire des données, des tableurs et c'est là que nous avons commencé à nous frotter à la production de données. Avant dans mes tableurs, je renseignais le nom de la commune et je n'avais jamais réfléchi au fait que sans l'indication du code postal, il me serait impossible d'arriver à trier mes données. Donc nous apprenons petit à petit...

**FING** : Qui est sensible à cette démarche d'Open Data dans l'Agenda 21 ?

**S.K** : Pascal Romain a déjà largement constitué toute une communauté derrière l'open data. Mais je constate qu'aujourd'hui, il faut encore prendre son bâton de pèlerin pour aller parler à des collègues, un par un. Au delà de l'obligation légale qu'il pourrait y avoir, pour l'instant personne n'est réellement enthousiaste.

L'Open Data n'est pas une finalité, c'est ce qui nous permettra d'atteindre des objectifs partagés et c'est sur ce point qu'il faut argumenter. Soit nous y allons un par un pour demander les mêmes données, soit nous mutualisons, nous mettons en commun, nous les rendons plus fortes en étant plus à les utiliser, à les mettre à jours, etc., et c'est là que le portail Open Data peut jouer son rôle, plein et entier.

**FING** : Quels sont pour toi les freins juridiques, économiques, etc., au développement de l'Open Data ? Te sens-tu acteur du changement ?

**S.K** : J'ai identifié plusieurs freins, il y a d'abord la notion de vocabulaire sur à peu près tous les champs thématiques. Quand j'ai construit mon Agenda 21, j'ai appris la définition des mots utilisés au quotidien. J'ai également appris à les redéfinir, et sans cet effort, je risquais dans le dialogue de me heurter à un mur.

Il persiste un autre frein majeur avec les collectivités qui produisent de la donnée. Aujourd'hui, je construis mon tableur Excel pour moi. J'ai donc fait ma "tambouille", je l'ai complété au fur et à mesure, j'y ai rajouté des onglets et je m'y retrouve. Mais si je suis amené à le rendre public, c'est autre chose. Ce processus d'ouverture demande une refonte d'un tableur construit depuis parfois cinq ans, je n'en ai pas forcément l'envie et en cela, c'est un frein. L'information, il faut réussir à la transformer en connaissance, mais partager c'est aussi donner du pouvoir aux autres... Au sein de nos cultures administratives, nous n'avons jamais partager la donnée, au contraire, nous la centralisons. A t-on envie d'anticiper, de construire un discours, ou au contraire de co-produire des argumentations, des avis ?

**FING** : Quels outils, méthodologies, etc., vous seraient profitables pour démocratiser et développer une culture de la donnée en interne ?

**S.K** : Prenons un exemple : je suis chargé de mission et je souhaite aller parler de l'Infolab avec un élu, j'ai 5 mn sans même avoir le droit de rentrer dans son bureau, comment l'interpeller ? J'imagine de là un petit kit de l'Infolab, au sein duquel je pourrais saisir à la carte des éléments facilitant cette démarche. Il pourrait y avoir des éléments de vocabulaire accrocheurs et, quitte même à être encore plus à la carte, une entrée par acteur. A quel acteur je m'adresse : une entreprise très nationale, des techniciens ou des élus, etc. ?

Je pense que nous n'aurons pas d'autres choix que d'avoir un certain nombre d'outils. Le portail data local sera un outil qui a lui seul ne suffira pas. Comment peut-on sortir de la communauté des utilisateurs geeks, et construire ensemble une culture de la donnée autour d'un lieu ressource, qu'il soit numérique ou physique, de médiation de la donnée ?

**FING** : Pourrais-tu nous en dire un peu plus sur ton projet de "Bourse aux compétences" ?

**S.K** : C'est un projet européen monté en 2009 autour de notre réseau d'acteurs. Nous sommes 63 collectivités, donc 63 collègues à travailler de manière assez proche pour favoriser le développement durable de notre territoire, mais tout cet écosystème est basé sur un réseau humain. De fait, à chaque départ, nous recommençons à zéro.

Nous avons donc, en premier temps essayé, de définir une compétence de développement durable. Ensuite, l'idée a été : comment pourrait-on avoir une sorte de base de données intelligente que nous pourrions interroger ? Nous perdions ce côté très humain qui en faisait la richesse mais aussi toute la fragilité pour un format plus pérenne.

Olivier Chator, qui effectue une thèse en cognitive au sein du Conseil général, a alors formalisé un système multi-agents permettant la mise en relation d'une offre et d'une demande de compétence que je souhaite partager. Nous sommes pour l'instant sur le développement durable et je n'ai aucune barrière au fait d'agréger d'autres champs thématiques, d'autres compétences.

**FING** : Quels rêves nourrissent votre ambition pour une culture de la donnée ?

**S.K** : Nous portons deux projets, qui apparaissent lointains, mais qui à mon sens restent forts. Le premier se base sur l'idée que nous nous concentrons beaucoup autour du crowdsourcing et des données descendantes mais que nous ne pensons pas assez l'aspect intermédiation. Je ne crois pas aux données purement citoyennes ou institutionnelles mais il y a, pour moi, un ensemble à construire, ce que moi j'appelle de la mutualisation autour des données. C'est à dire, j'aimerais ne plus trouver d'un côté l'application permettant d'identifier les crevasses sur les routes et de l'autre, la publication de cartes

routières du département, mais un dispositif m'indiquant comment bien circuler dans le département. Il va falloir que nous organisions un écosystème qui fasse un peu plus société et de fait, que nous construisions de la concertation autour de la donnée.

Le deuxième projet, c'est un champ traitant la notion de co-responsabilité sociétale. Concrètement, sur les dynamiques de territoire, nous ne sommes pas les seules en présence. Le changement climatique personne n'y peut rien tout seul et en même temps tout le monde y peut quelque chose mais une fois dit, cela n'engage pas beaucoup plus. Et si nous allions jusqu'à dire de combien nous sommes responsable. Ma responsabilité est peut-être infinitésimale mais elle y est. En Gironde, il y a tant de multinationales, tant de citoyens, tant de TPE, etc., nous avons tous une implication sur le changement climatique et maintenant, comment ensemble nous faisons notre part ? Cela va demander une mise en commun de la donnée. J'aimerais bien y arriver par la question de la médiation de la donnée pour construire une culture de la réponse, à des enjeux territoriaux.

Entretien réalisé par Faustine Bougro et Loup Cellard.